



## **Mémoire de stratégie**

**L'adaptation de la stratégie aux conditions du temps présent**

SESSION 1999 – 2000

## FICHE DE PRESENTATION DOCUMENTAIRE

1 – L'adaptation de la stratégie aux conditions du temps présent

2 – Chef d'escadron GRIMALDI

3 – 6 mars 2000

4 –Division D groupe D1

5 –Mémoire de stratégie

6 – Même si les conditions actuelles ne remettent pas fondamentalement en cause la théorie stratégique construite au travers des siècles, ce mémoire propose de montrer qu'elles imposent une adaptation de tous les instants et un élargissement des concepts d'autrefois.

En effet, les conditions politiques nouvelles, l'évolution des moyens ainsi que les problèmes économiques et sociologiques de notre temps entraînent des adaptations ou une lecture nouvelle de la pensée stratégique traditionnelle.

7 – Stratégie , temps présent, concepts de crises, évolution, mentalités, révolution scientifique, stratégie générale, stratégie intégrale.

## INTRODUCTION

Le général Jomini déclarait au 19<sup>ème</sup> siècle que les principes de la guerre n'avaient pas changé depuis Hannibal. Cette affirmation, naturellement défendue par les archéo-stratégistes, est également soutenue par la majorité des spécialistes de l'art militaire à la différence près que la stratégie est aujourd'hui non seulement l'art de conduire la guerre mais aussi l'art de la prévenir au travers de la dissuasion nucléaire.

Il faut se garder de « découvrir » ce qui, en fait a été dit, mais déjà oublié. A titre d'exemple, les treize articles de Sun Zi sur l'art de la guerre tels que ceux prescrivant d'acculer l'ennemi pour le détruire ou de bien le connaître avant de le combattre, restent encore valables.

Dans le monde évolutif qui est le nôtre, chacun s'accorde pourtant à reconnaître que la dimension tactique et opérative a beaucoup évolué. L'évolution de la technique en est une des raisons mais pas la seule. Après tout, les moyens « ne sont que ce que l'on en fait ».

Le poids des mentalités nouvelles est aussi un facteur très important. Des concepts récents voient le jour avec l'évolution des menaces.

Aujourd'hui, le pouvoir politique tient un rôle omniprésent dans la réalisation de la guerre. Il faut ainsi l'autorisation du Chef de l'Etat pour « prendre un pont ».

Enfin, des méthodes nouvelles apparaissent. On n'hésite pas de nos jours, au mépris du droit international, à affamer des populations, à les transférer ou encore à se servir de « boucliers humains ».

Il est donc indéniable que les conditions politiques nouvelles, l'évolution des moyens ainsi que les problèmes économiques et sociologiques de notre temps entraînent des adaptations ou une lecture nouvelle de la pensée stratégique traditionnelle.

L'étude qui suit propose de décliner ces récentes adaptations en décrivant l'évolution des mentalités et des concepts traditionnels, les conséquences de la révolution scientifique et technologique et enfin la tendance qu'il y a aujourd'hui à définir une stratégie plus générale, davantage dépendante des facteurs socio-économiques.

## I L'EVOLUTION DES MENTALITES ET DES CONCEPTS TRADITIONNELS

Les opinions publiques, abreuvées par une médiatisation omniprésente, influencent aujourd'hui fondamentalement la perception que le monde socio-politique a de la guerre et de son concept. Les grands stratégestes de la fin du XXème siècle, dont le général POIRIER, ont enregistré le développement d'un sentiment de rejet pour la chose militaire qui s'est amplifié par la quasi disparition de l'ennemi autrefois désigné.

Cette situation nouvelle met à mal les traditionnels concepts stratégiques et obligent les militaires à déployer des trésors de persuasion dans leur analyse prospective du monde.

Le milieu politique, voulant récolter les fruits de la « paix » retrouvée, affiche désormais en priorité la lutte pour un développement économique libéral et généralisé, feignant d'ignorer que la stabilité de notre monde est loin d'être définitivement acquise.

La multiplication des crises extérieures nous rappelle que la situation internationale est tout aussi compliquée qu'autrefois sinon plus. Les opérations extérieures, alternant des missions de guerre avec du rétablissement de la paix voire de l'ordre, obligent nos stratèges à repenser totalement les anciens principes d'intervention.

### A- DE LA CRITIQUE DE LA VIOLENCE ARMEE A LA GUERRE « ZERO MORT »

L'aversion pure et simple des populations vis à vis de la violence armée est un phénomène en développement. Cela tient sans doute au fait que la violence ne peut être acceptable que si elle rigoureusement justifiée. Il se trouve que dans ce domaine, les opinions se montrent de plus en plus exigeantes car le spectre d'une menace directe s'est étioilé au fil du temps. L'égoïsme et la frilosité de certaines populations, notamment américaines, fait infléchir les politiques interventionnistes de leurs dirigeants. La guerre ne devient politiquement acceptable que si elle permet d'asseoir sa puissance sans avoir coûté la moindre victime.

#### La critique de la violence armée

Personne n'a jamais osé affirmer autre chose que de déplorer les atrocités de la guerre et la démesure qu'elle entraîne souvent dans son sillage. Pourtant, faisant suite aux mouvements pacifistes de ce siècle, quelque chose s'est renforcé depuis les années 80, dans les perceptions et le travail de la conscience collective sur le problème de la guerre et, plus généralement, sur celui que pose la fonction de la violence armée dans les relations internationales.

Un sentiment de rejet, bien connu depuis la guerre du Vietnam (Why ?), n'a fait que s'amplifier ces derniers temps. Le marxisme-léninisme avait toujours considéré comme inévitable la guerre entre les camps impérialiste et socialiste. La faillite du système communiste a toutefois démontré que la démesure du risque avait imposé une règle du jeu contraignante fixant des bornes non seulement à la violence nucléaire (concept de dissuasion) mais aussi à la fonction de la guerre classique dans les relations de coexistence conflictuelle entre les deux camps. Elle a montré que la victoire dans la guerre froide était due essentiellement à la combinaison des stratégies économiques et culturelles qui avaient relativisé le rôle de la stratégie militaire. Cette rationalisation modératrice de la violence armée marque bien une rupture dans les rapports usuels établis, entre politique et stratégie militaire, par les grandes guerres nationales et totales du passé.

A ce premier facteur de changement dans les mentalités s'ajoute, depuis la fin du système bipolaire et la disparition de la psychose de guerre, l'émergence *d'idéologies douces* comme la défense des droits de l'homme et les préceptes écologiques ; à quoi s'ajoute le droit d'ingérence qui manifeste le sentiment de solidarité, transgressant, non sans risques politiques, les vieux principes de la souveraineté étatique. Teintées d'universalisme, se surimposant au rôle croissant de l'ONU, à la dimension transnationale des problèmes économiques et financiers, ces jeunes idéologies contribuent puissamment à dévaloriser, jusqu'au rejet dans l'esprit d'une proportion de plus en plus grande des populations de toute idée d'un recours à la stratégie militaire dans nos sociétés avancées qui tolèrent de plus en plus mal le scandale de la guerre, comme les individus celui de la mort.

Dans nos sociétés avancées, la pensée politico-stratégique répugne à considérer comme encore d'actualité ce qui est sans doute son premier fondement : la pérennité et la nécessité de la violence armée comme instrument des modifications socio-politiques. Elle s'interroge sur les nouvelles valeurs de civilisation et sur les nouveaux intérêts étatiques et trans-étatiques qui émergent des actuelles transformations du monde ; sur ce qui subsiste des vieux motifs de conflit, sur les poids respectifs des anciens et des nouveaux et sur ceux qui justifieraient encore l'appel aux armes. Elle s'inquiète également de la possibilité de moduler la violence, le cas échéant, pour la faire accepter à des sociétés fragilisées par tous les comforts, émotives et refusant les risques, hypersensibles à toutes les peurs et dont la conscience morale s'émeut même devant le simple concept de force.

Le syndrome de Tchernobyl a conforté les anciennes dénonciations des risques nucléaires. Après la dénucléarisation bien avancée du continent européen (accords sur les FNI, retrait des armes de courte portée) et la réduction annoncée des armes stratégiques américaines et soviétiques, qui manifestent leur réel dépérissement, c'est maintenant la fonction de la dissuasion nucléaire, pourtant stabilisatrice, qui est en question. Dans la mentalité actuelle des occidentaux, cette stratégie du dernier recours peut-elle encore se fonder, comme hier, sur la volonté de préserver l'être et l'existence de l'entité nationale contre tous les risques d'anéantissement quand l'idée nationale et la conscience identitaire s'évaporent, et quand l'opinion générale estime quasiment nul le risque d'une agression mortelle ? Déjà, dans les années 80, beaucoup criaient «plutôt rouges que morts» ; aujourd'hui, les «rouges» ayant disparu, il apparaît à certains totalement saugrenu d'évoquer la simple possibilité d'un risque militaire, qu'il soit conventionnel ou bien sûr nucléaire. L'outil militaire aurait alors tout juste le droit d'être un moyen de pression comme un autre, sans causer les moindres dégâts en vies humaines.

### Le concept de la guerre « zéro mort »

Ce concept, même s'il prête à sourire, est très sérieux dans les milieux intellectuels influents et oblige les dirigeants politiques à le prendre en compte. C'est aux Etats-Unis que ce principe est le plus d'actualité en raison du caractère anti-interventionniste de la population qui ne s'est pas encore libérée du syndrome vietnamien. Dans le monde perturbé qui se dessine actuellement, il n'est pas certain qu'un tel principe soit à la fois réaliste et réalisable.

Une situation bien réelle

Ce concept est récemment apparu dans les médias américains. Il s'agit de mener un type de guerre pour un coût minimal, voire nul, en vies humaines, du côté ami bien sûr.

Ceci peut être interprété de deux manières :

- c'est soit « la transcription, en une formule péremptoire, de l'écart infranchissable qui sépare désormais un Etat, doté de la panoplie complète des moyens scientifiques et techniques de la puissance militaire, de tous les autres, quels qu'ils soient et où qu'ils se trouvent...C'est le mot d'ordre naturel d'une puissance hégémonique qui se donne à elle-même pour mission et pour devoir de mettre en œuvre tous ses moyens matériels de manière à réduire, si possible, ses pertes humaines à rien »(Paul-Marie de la Gorce *Le dernier empire*). C'est la conception que l'on peut qualifier d'« impériale » de la guerre zéro mort ;
- C'est surtout de plus en plus la conséquence de la réaction d'une opinion publique (notamment aux USA) « qui refuse les interventions armées non essentielles à ses yeux et qu'il est impossible d'engager sans risques de pertes en vies humaines »(Pierre Messmer *Les Blancs s'en vont*).

Il faut bien admettre qu'il n'y a rien de pire aux Etats-Unis pour un homme politique que le spectacle télévisé à une heure de grande audience du retour au pays des corps de soldats morts pour une cause que ne comprend pas la population. La méconnaissance des questions de politique et d'histoire internationales mêlée à un égoïsme non dissimulé font que les Américains pensent que les événements outre-mer ont peu ou pas d'impact sur leur vie. Alors le cri « Pourquoi sont ils morts ? s'élève. L'opinion demande aussitôt des comptes aux responsables politiques et remet en cause le bien-fondé de l'engagement américain.

C'est un phénomène assez nouveau aux USA et lié à l'excès de la médiatisation de type CNN qui fait la part belle au direct, au sensationnel et à l'émotionnel sans relayer suffisamment les reportages avec des informations plus complètes et davantage explicatives.

Les USA donnent ainsi paradoxalement une image de couardise sur la scène internationale alors qu'ils supportent la majeure partie des opérations extérieures et surtout qu'ils ont montré par le passé combien ils étaient capables de sacrifices pour défendre les libertés.

Ceci s'explique bien entendu par l'histoire, où la culture anglo-saxonne n'est pas franchement favorable au sacrifice offensif (contrairement au sacrifice défensif tel que celui par exemple de la bataille d'Angleterre) et surtout en raison du traumatisme engendré par la guerre du Vietnam. Les Américains ne se sont en effet pas encore vraiment remis de leur échec au Vietnam où ils ont le sentiment d'avoir perdu près de 60000 hommes pour une cause perdue. Les médias, comme le cinéma, en ont fait depuis une exploitation démesurée avec leur réalité propre qui a fait des ravages dans l'opinion publique américaine.

C'est pourquoi il n'a fallu qu'un camion d'explosifs faisant 234 morts à Beyrouth en 1983 pour que les Américains quittent le Liban et seulement 29 morts, dont 18 en une seule journée d'octobre 1993 pour qu'ils abandonnent la Somalie à son triste sort.

Le seuil de renoncement en terme de pertes humaines ne cesse de décroître. On peut estimer aujourd'hui qu'au-delà d'un seuil variable compris entre 30 et 250 morts, la pression de l'opinion publique amènerait les autorités publiques à retirer leurs troupes. Un tel constat entraîne au moins deux conséquences d'ordre stratégique sans compter l'impact plus général que cela produit sur la scène internationale.

## Conséquences stratégiques et militaires

La première des conséquences stratégiques est le recours répété des Américains à une certaine forme de stratégie indirecte, en poussant les autres à s'engager à leur place, voire en finançant leur action, tout en évitant de le faire eux-mêmes directement.

Les Américains ont par exemple encouragé le Nigeria à intervenir dans la guerre au Liberia et se sont contentés d'évacuer leurs ressortissants et protégés tout en aidant généreusement les organisations humanitaires.

Dans le cas de la Bosnie, ce n'est qu'après des années d'hésitation et à la suite de l'appel pressant des Français et Britanniques, que l'OTAN et donc les Etats-Unis se sont décidés à intervenir sur le terrain militairement. Ces tergiversations ont coûté cher à l'ex-Yougoslavie.

La seconde conséquence stratégique est le développement de la stratégie de l'*Air Power*. Il s'agit ni plus ni moins d'appliquer la méthode du général italien DOUHET qui consiste à opérer un bombardement stratégique suffisamment puissant pour emporter immédiatement la décision finale. Cette stratégie correspond bien au caractère des Américains qui recherchent par la technique et la puissance la réponse à leurs inquiétudes.

Cette stratégie a toutefois montré ses limites récemment tant au cours de la guerre du Golfe qu'au KOSOVO. Dans le premier cas, certes ce fût une quasi guerre zéro mort toutefois Saddam Hussein a renforcé son pouvoir et n'a pas été délogé de son pays. Au KOSOVO, la province a été rendue à ses habitants mais il a fallu tout de même négocier avec les Serbes pour éviter une guerre terrestre et, par voie de conséquence, Mr MILOSEVIC est toujours au pouvoir.

Il n'est pas question de nier l'efficacité de l'arme aérienne dans la bataille, et en particulier des bombardements stratégiques sur les voies de communication, mais il est avéré que seule l'intervention des troupes au sol a été, jusqu'à maintenant en mesure d'emporter une victoire totale, sans compromis, et que cela comporte des risques en terme de vies humaines. Renoncer à une partie de la bataille, ne permet par voie de conséquence qu'une demi-victoire.

Par ailleurs, la notion de guerre zéro mort a aussi d'autres conséquences, peut-être plus redoutables encore pour les Américains. Il s'agit des conséquences dans les Armées.

Ainsi, tout d'abord, la protection des forces est érigée en priorité afin d'éviter la moindre perte et prend le pas sur l'exécution de la mission qui passe paradoxalement au second plan.

Pour n'avoir pas respecté cette directive, le général commandant les troupes en Arabie Saoudite en 1996 fut obligé de démissionner après l'explosion d'un camion piégé à Dharan qui fit 19 morts .

En Bosnie ou au Kosovo, les troupes américaines rechignent à entrer en contact avec la population et portent en permanence casque et gilet pare-balles alors que d'autres troupes chargées du rétablissement de la paix se déplacent en chemisette.

On peut également trouver ici une des raisons qui poussent de nombreuses nations à professionnaliser leur armée. Le spectacle médiatique de morts au combat est encore plus fort aux yeux de l'opinion publique lorsque les victimes sont des appelés. La France ne se risque d'ailleurs pas à envoyer de telles recrue en opérations extérieures.

Enfin, la perception par les autres de cette guerre zéro mort est dangereuse. Elle enhardit en effet les adversaires potentiels et provoque une baisse de crédibilité.

Le rembarquement précipité en Somalie ou encore le départ du Liban suite à l'explosion du camion d'explosifs sont des exemples d'un comportement bien connu des adversaires des nations occidentales.

Saddam Hussein le sait bien : seule l'entrée des troupes américaines à Bagdad pourrait le renverser, mais elles ne viendront pas, par peur de pertes.

Ainsi, le concept de guerre zéro mort qui prévaut trop souvent aujourd'hui affaiblit notablement la position des puissances qui la pratiquent et en premier lieu les Etats-Unis.

A l'extrême, une telle politique peut même se retourner contre son initiateur qui peut devenir une cible privilégiée, notamment pour les attaques terroristes. La peur des pertes peut donc provoquer les pertes et le rêve de la guerre zéro mort tourner au cauchemar.

## B – LA REMISE EN CAUSE DE NOTRE MODELE STRATEGIQUE

L'évolution géopolitique de l'Europe au cours de ces dix dernières années est sans conteste un facteur essentiel de bouleversement de notre stratégie. Chacun s'accorde à reconnaître que le concept d'emploi des forces a du évoluer toutefois le flou qui règne autour de certaines menaces peut laisser penser à tort que tout risque majeur est effacé. Cette situation nous place dans une position délicate d'attente stratégique.

Une chose est certaine : notre ennemi traditionnel a disparu.

### La disparition de l'ennemi désigné

Notre modèle stratégique était bâti depuis les années 60 sur le principe invariable de l'existence d'un adversaire potentiel unique en la personne de l'URSS et du pacte de Varsovie.

La nature de cet adversaire, ses ambitions mondiales (l'internationale socialiste), son énorme potentiel militaire et sa doctrine d'offensive par surprise nucléaire et/ou classique, le désignaient comme l'ennemi-futur préférentiel des nations occidentales, notamment sur le continent européen. Cette grande puissance terrifiante fondait notre stratégie duale de dissuasion nucléaire sanctuarisante et de coopération avec les alliés regroupés au sein de l'OTAN.

Cette menace permettait de déterminer nos capacités militaires mais plus encore crédibilisait les critères de notre dissuasion, notre plan de bombardement nucléaire (cibles déterminées à l'avance et aisément imaginables bien que secrètes) comme les modalités d'engagement de nos forces classiques.

Personne n'avait pu imaginer que cet ennemi puisse disparaître rapidement, aussi nos analyses et nos concepts étaient bâtis pour durer tout comme notre stratégie et notre politique de Défense. Après 1989, il fallut d'ailleurs plusieurs années pour voir disparaître des écoles d'état-major les thèmes récurrents d'exercice opposant en bloc l'ennemi « Carmin » aux forces « Azur » sur le théâtre Centre Europe.

Notre stratégie d'ensemble était donc figée dans le temps et dans la forme sauf adaptations marginales qu'imposait le progrès technique et notamment la nécessité d'adapter notre riposte aux possibilités matérielles de l'Autre.

Cette notion d'ennemi potentiel unique et directement menaçant nous était familière depuis le 19<sup>ème</sup> siècle. A la suite de la guerre de 1870, la France s'était accoutumée à l'unique et durable

bipolarité ami-ennemi et était même obnubilée par une stratégie se résumant en une dialectique conflictuelle simpliste destinée à contrer une menace omnidirectionnelle.

La France avait donc oublié depuis longtemps sous l'exceptionnelle durée de la pression allemande, que l'évolution naturelle du système international engendre la pluralité des autres, successifs ou simultanés, susceptibles de devenir autant d'ennemis désignés.

Jusqu'au 19<sup>ème</sup> siècle, nous n'avions cessé de changer d'adversaires et de partenaires (donc de doctrine) au cours d'un millénaire d'histoire commune ; depuis 1870, il n'en était rien. Le fait de substituer l'Union soviétique à l'Allemagne n'avait rien changé au caractère unidirectionnel de l'ennemi désigné, lequel nous inquiétait en Europe, mais était aussi derrière les nationalismes qui nous minaient dans les anciennes puissances coloniales.

Voici donc qu'avec la chute du mur de Berlin, nous devons penser stratégiquement sans ennemi désigné, et nous sommes désemparés par l'absence de cet élément primordial de nos procédures décisionnelles. Certains stratégestes considèrent même que la culture stratégique de notre génération, appauvrie par la fixation sur un Autre unique et obsédant, ne nous est d'aucun secours pour définir une stratégie ouverte aujourd'hui à tous les possibles. Notre pensée ne serait pas loin de se perdre dans le vide.

La solution à cette problématique consiste probablement à ériger en élément de doctrine l'absence d'ennemi dans l'espace européen. Cette idée proposée par le général POIRIER dans *La crise des fondements* paraîtrait sans doute saugrenue si elle n'était pas celle d'un éminent spécialiste de la question. Après analyse, nous constatons en effet qu'une telle affirmation ne signifie en rien qu'il faut baisser la garde mais qu'au contraire les éléments suivants doivent être pris en compte :

- l'absence de tout ennemi mortel à court terme ne signifie pas que des crises graves ne sont susceptibles de se produire en Europe et nécessiter l'intervention des puissances démocratiques telles que la France ;
- il est impératif de maintenir en conditions opérationnelles notre outil de Défense afin que puisse être assurée en temps utile la défense de nos intérêts vitaux ou de notre identité contre tout ennemi potentiel qui, aujourd'hui inconnu, apparaîtrait face à nous à la suite de transformations socio-politiques au sein du continent européen ou en marge de celui-ci.

Cela signifie bien sûr que nous acceptons la possibilité d'avoir recours un jour à la violence armée pour soutenir notre politique et que pour ce faire, nous acceptons de poursuivre sans faillir l'effort de Défense collectif.

L'affirmation de ce choix est pour le moins hésitante dans la majeure partie des nations occidentales. Pourtant, il serait sans doute illusoire d'espérer rattraper un grave retard en un an ou deux. Un outil de Défense fort et efficace se construit en 30 ans et ne souffre pas d'interruptions majeures.

Un des domaines où la polémique est la plus criante est celui de la dissuasion nucléaire. Non seulement la disparition de l'ennemi désigné ne fait plus craindre de menace suffisamment grave pour avoir à la dissuader, mais en plus, cet outil de dernier recours semble très inadapté aux atteintes que nous serions susceptibles d'avoir à subir dans l'avenir.

La notion d'attente stratégique prend alors tout son sens.

### De la stratégie de dissuasion à l'attente stratégique

L'évolution géopolitique, que connaît l'Europe depuis dix ans, entraîne incontestablement la remise en cause de notre modèle stratégique basé prioritairement sur une stratégie de dissuasion nucléaire. Il faut toutefois se garder de penser que tout est remis en cause car notre principe français d'autonomie de décision reste plus que jamais d'actualité. L'apparition de risques « tous azimuts » complique par contre la situation et oblige la France, comme toutes les nations occidentales soucieuses de jouer un rôle majeur sur l'échiquier mondial, de trouver une posture adaptée que le général POIRIER a appelé l'attente stratégique.

Depuis les années 60, l'arme nucléaire jouait un double rôle en France :

- affirmer le rôle majeur du pays en tant qu'arme à statut politique ;
- être un outil de dissuasion du faible au fort.

Alors que jusqu'alors le but principal de notre appareil militaire était de gagner les guerres (voulues ou non), il était désormais de les prévenir en raison de la menace omniprésente que faisait peser l'ennemi désigné. La dissuasion peut en effet être définie comme la prévention de l'action par peur des conséquences. « La dissuasion est un état d'esprit résultant de l'existence d'une menace crédible de réaction inacceptable » ( Dictionary of Military and Associated Terms). Elle a pour but d'amener l'adversaire à renoncer à agir à partir du moment où l'arsenal nucléaire de celui qu'il attaque, même s'il est infiniment plus faible que le sien, risque de lui causer malgré tout des dommages immenses et irréparables.

Une telle stratégie a certainement par le passé porté ses fruits. En tous cas, il est incontestable qu'aucune confrontation entre les grandes puissances de l'ouest et de l'est n'a eu lieu après la deuxième guerre mondiale malgré les vives tensions de la guerre froide.

Il est toutefois aujourd'hui question de déclin de la dissuasion. Ce sentiment a été renforcé par la chute du bloc de l'est même s'il était déjà patent depuis de nombreuses années.

En effet, le caractère « immoral » de l'arme nucléaire était dénoncé par les mouvements pacifistes et écologistes, lesquels réussissaient assez bien à faire relayer leurs idées par les médias et l'opinion publique au nom de la critique de la violence armée. La menace d'extermination de populations entières était utilisée comme un argument choc. Chacun se souvient du slogan « plutôt rouge que mort » lancé par les pacifistes européens pendant la guerre froide.

Politiquement, la stratégie de dissuasion n'était pas très bien admise car elle condamnait toute idée de victoire et conduisait soit au statu quo sans bataille soit à la destruction massive des deux camps.

Quant au déclin de la dissuasion en raison de la disparition de la menace soviétique, les avis sont partagés.

Les USA « inquiètent » en développant un système ABM de défense anti-missiles. Ils ont la conviction que leur défense ne peut plus reposer sur la simple dissuasion et qu'il faut se méfier du comportement des petits pays ou même de la Russie. Une telle politique risque pourtant de relancer la course aux armements (pour rétablir l'équilibre) ou encore de banaliser les armes nucléaires balistiques.

Certains pensent comme Régis Debray \* que la stratégie de dissuasion nucléaire n'est plus une réponse adaptée aux menaces d'aujourd'hui et qu'elle est la ligne Maginot de l'an 2000. Selon lui, le véritable péril de demain est la combinaison d'un archaïsme religieux ou tribal et

\* Tous azimuts Régis Debray Editions Odile Jacob 1989

d'une technologie ultramoderne. « La dissuasion a fonctionné mais à l'intérieur des gens bien. Quid des menaces erratiques et lacérantes du Sud, dont la logique et les moyens sont d'une autre nature ? Entre « messieurs », on ne peut plus s'attaquer sur son territoire. Entre « manants », tout est possible y compris le chimique (Iran-Irak). Entre messieurs et manants, quelque chose est possible, entre la prise d'otages et le coup de poing à l'estomac, en passant par l'explosion raciste à l'intérieur. Le contournement de la dissuasion ne s'effectuera pas selon les schémas d'école, par un adversaire européen attaquant en Europe avec des moyens classiques, et que nous pourrions dès le premier instant mettre en face d'enchaînements nucléaires inacceptables pour lui. Mais par des acteurs non nucléaires donc non dissuadables, sous le contrôle indirect d'aucune superpuissance, donc difficiles à circonvenir par le biais diplomatique, et dont la rationalité ne serait pas nécessairement la nôtre (si la mort est jugée souhaitable car rédemptrice, il n'y a plus de dommages inacceptables) ». Les limites de la dissuasion pour les années à venir sont bel et bien posées.

Il reste que pour la plupart des stratégestes, la détention de l'arme nucléaire en tant qu'arme de puissance et arme de dissuasion, a encore de belles années à vivre. La publicité faite autour du soit disant déclin de la dissuasion aurait surtout pour objectif de décourager les candidats à l'accession au rang de puissance nucléaire et d'affaiblir les puissances moyennes qui la détiennent. Tout ceci fait en fait le jeu des Etats-Unis qui se verraient bien seuls détenteurs de l'arme et à ce titre super-gendarme du monde. On comprend mieux alors l'acharnement des USA à lutter contre le renforcement du nucléaire dans la sphère indo-pakistanaise même si ce phénomène est à juste titre très inquiétant pour la stabilité de l'Asie.

Une chose est sûre : les timides accords de limitation des armements ne gênent en rien les capacités des puissances détentrices et correspondent en fait à des réajustements souhaités par l'ensemble des parties. De même, si les essais nucléaires ont cessé dans la plupart des pays, c'est parce que la simulation a pu les remplacer avantageusement tant techniquement que politiquement. Le « mythe » de la bombe en tant que révélateur de leadership est donc encore bien réel.

On ne voit d'ailleurs pas pour quelles raisons les membres du « club » renonceraient à cet avantage qui les positionne jusqu'à preuve du contraire au rang de puissance qui compte et que l'on doit respecter car elle impressionne. Ceci est d'autant plus vrai qu'il est facile de quitter ce club mais qu'il serait par contre beaucoup plus difficile de le rejoindre à nouveau même si le besoin s'en faisait sentir, en raison de la levée de bouclier qu'elle engendrerait et de « l'incongruité » qu'un tel acte ne manquerait pas d'avoir sur la scène internationale. Cela ressemblerait à l'effet « puissance 10 » de la reprise des essais nucléaires français. Les « bien pensants » ne manqueraient pas de relais médiatiques et politiques pour mettre au ban des accusés le pays concerné. Les puissances détentrices de l'arme nucléaire n'ont donc d'autre choix que de le rester et à vrai dire elles ne s'en portent pas plus mal car le fait de ne plus la détenir ne résout en rien les nouveaux problèmes stratégiques qui se profilent à l'horizon.

La France a donc décidé de ne pas céder aux sollicitations moralistes que certains ont été tentés d'exercer sur elle avec plus ou moins d'arrière pensées. Elle continue donc à faire exception au sein d'une Europe toujours frileusement abritée derrière l'OTAN. Le seul avenir imaginable pourrait consister à voir la création d'une puissance nucléaire européenne de défense collective, au sein de laquelle la France prendrait place, toutefois le chemin à parcourir semble encore bien long en raison des difficultés que rencontre l'Union Européenne dans ce qu'il est convenu d'appeler le deuxième pilier.

Il reste qu'incontestablement les intérêts vitaux de la France ne sont pas directement menacés au point de conserver une doctrine stratégique de dissuasion nucléaire du faible au fort, devenue sans objet actuellement et pour une période indéterminée.

Cela dit, le monde est en perpétuelle évolution et les déséquilibres croissants du centre de l'Europe montrent combien l'ordre politico-stratégique du continent peut subir à plus ou moins brève échéance des transformations brutales. Les responsables politiques français l'ont bien compris en conservant la dissuasion comme une des quatre grandes fonctions stratégiques, même si le dispositif est quelque peu resserré avec la disparition des missiles du plateau d'Albion et la diminution du nombre de sous-marins nucléaires (4 au lieu de 5).

L'hypothèse possible d'une rupture d'équilibre qui ruinerait nos espoirs de stabilité consolidée ne peut être rejetée sans imprudence. Elle implique que la France adopte des mesures de sûreté stratégique suffisantes et conserve donc des capacités aussi bien tactiques que nucléaires. Cela signifie que la France doit être en mesure de se repositionner dans une stratégie de dissuasion effective dès que l'émergence d'un nouvel ennemi nous y contraindra et même s'il nous est impossible de planifier quoi que ce soit de plus précis aujourd'hui.

C'est ce qu'il est convenu d'appeler la posture d'attente stratégique. Celle-ci consiste à conserver, de notre principal instrument militaire, les éléments nécessaires et suffisants pour atteindre un double but stratégique :

- constituer une garantie de survie future pour l'entité nationale dans une configuration qui n'évacue pas le risque éventuel d'une agression mortelle tous azimuts et dont nous ignorons l'échéance ;
- signifier le maintien et la crédibilité de notre autonomie de décision dans l'attente de la mise en place d'une véritable politique européenne de défense.

Cette double exigence de sûreté et de liberté d'action exige de ne pas baisser la garde et de conserver de sérieuses capacités opérationnelles tant classiques que nucléaires. Ces moyens militaires doivent rester à la pointe du progrès. En France, le choix opéré jusqu'à présent semble répondre à cette attente sur le plan nucléaire. La capacité de surprise et de pénétration est préservée. Le dispositif mis en place permet en effet si nécessaire de maintenir deux sous-marins à la mer (généralisation du SM Nouvelle Génération doté du missile stratégique M 51) et le couple avion-missile (exclusivement Rafale à terme) dispose d'un missile air-sol de moyenne portée améliorée.

Ce double mouvement de déflation et de maintien en condition répond et doit continuer à répondre aux besoins minimums, ce qui signifie qu'il ne saurait descendre en dessous d'un seuil résiduel car la remontée en puissance serait alors trop longue. En outre, la mise en garde suppose une veille technologique et doctrinale ainsi que le développement de moyens de renseignement sans lesquels il serait impossible de décider sans délai du passage de l'attente stratégique à la stratégie de dissuasion effective. Ces moyens ont été prévus dans la nouvelle posture qui est la nôtre et devront être impérativement développés.

A cela s'ajoute un reformatage complet de nos forces conventionnelles ainsi que de leur stratégie d'emploi. Les conditions du temps présent font en effet apparaître de nouvelles menaces ainsi que des crises dans lesquelles nous devons intervenir pour tenir notre rang et préserver l'avenir du continent. Ces crises sont le plus souvent d'un nouveau type et nécessitent aussi des adaptations profondes de notre stratégie.

## C - LA MULTIPLICATION DE NOUVEAUX CONCEPTS DE CRISES

L'Europe du grand dégel Est-Ouest apparaît comme plus dangereuse que celle de la guerre froide car plus déstructurée. La fin de l'après-guerre en Europe n'a pas fabriqué une Europe paisible et stable. En se libérant de l'ordre terrible et stable de « Yalta », notre continent s'est exposé à des désordres incontrôlables, soudains et contagieux, et l'Europe des peuples a retrouvé son désir d'émancipation, bousculant ainsi les sages constructions de l'Europe des Etats ainsi que des traités entre alliances.

.Les Etats puissants avaient appris à se tenir en respect au travers de la dissuasion mutuelle. Comment dissuader les micro nations « au sang chaud » ou encore des minorités « assoiffées de vengeance » de n'en faire qu'à leur tête.

Cette résurgence qui semble archaïque à l'heure de l'unité européenne est pourtant bien réelle et n'était que contenue à l'époque de l'affrontement des blocs. Voilà donc l'Europe post-idéologique ! Non pas projetée dans le nirvana d'un univers harmonieux et fraternel, mais rendue, pour une part, à sa propre préhistoire : celle d'imbrication de cultures et .d'intérêts divergents.

Les puissances occidentales ont selon Régis Debray \* au moins trois raisons légitimes de ne pas nager dans l'optimisme.

« La fin de l'empire soviétique tout d'abord. Elle n'est pas plus pacifiante sur ses marches que celle de l'empire ottoman au Proche-Orient ou de l'Empire austro-hongrois en Europe centrale. Il n'y a certes pas de guerre à l'horizon, mais c'est une transcription de l'histoire. La plus belle illustration est sans doute le déclin de l'Empire romain et de la *pax romana*, constamment répercutée depuis à l'échelle régionale. Elle confirme que la dislocation d'un empire multinational ouvre une longue période de guerres nationales, tribales, religieuses. *L'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est de type déflagrant, et les indépendances sont belliqueuses. Paix et liberté ne sont pas synonymes* ».

« La fin de l'équilibre nucléaire, dit de la terreur, abaisse inévitablement le seuil de probabilité des conflits conventionnels et localisés ».

« La tendance au retrait des deux protecteurs enfin, donne toute liberté de manœuvre aux anciens protégés et surtout aux minorités qui les composent. Certains rejoignent rapidement les rangs des nations avides de développement harmonieux. D'autres explosent littéralement. *Les éléphants rentrent chez eux ? Les tigres peuvent s'entre-déchirer* ».

Par la force des choses, la fin de la guerre froide nous a donc contraints à placer au cœur de la pensée stratégique les problèmes posés par ces divisions qui meurtrissent le cœur de l'Europe de même que les conflits régionaux extra européens qui menacent la sécurité ou l'économie mondiale.

Ceci s'est avéré d'autant plus crucial que l'intervention de la France a été et sera sans doute à plusieurs reprises incontournable.

- Régis Debray : *Tous azimuts* (1989)

## La prééminence de l'action extérieure multiforme

A l'heure actuelle, ce qu'il est convenu d'appeler la stratégie d'action extérieure a pris la plus grande place dans les concepts militaires. Cette composante qui est décrite en France dans le livre blanc sous le vocable de projection est incontestablement la clé de voûte de la quasi totalité des scénarios planifiés par l'Etat-Major des Armées. La France se fixe aujourd'hui comme objectif d'être en mesure de projeter jusqu'à 50000 hommes sur un théâtre d'opérations extérieures.

Même si dans le discours officiel, la dissuasion est toujours en première place ( pour les raisons détaillées précédemment), il ne fait aucun doute que les études les plus poussées portent aujourd'hui sur les actions extérieures. Ce qui se passe au-delà de nos frontières est un motif d'inquiétude beaucoup plus fort que ce qui serait susceptible de se produire chez nous. Les opérations quasi permanentes conduites dans ce domaine par les occidentaux sont la preuve, s'il en était besoin, de la prééminence de ce type de stratégie.

Ce type d'action se produit le plus souvent dans le cadre juridique d'une résolution du conseil de sécurité de l'ONU. Le caractère très international de ce type d'intervention allié le plus souvent avec l'absence d'un ennemi clairement désigné oblige les parties prenantes à faire preuve de la plus grande prudence. L'engrenage d'une crise tournant à la guerre totale fait peur . C'est pourquoi le traitement de ces crises est souvent original et ne rentre que très rarement dans une épure pré dessinée.

Que ce soit en Europe ou hors d'Europe, il s'agit le plus souvent de s'interposer ou d'agir en force dans le cadre de fins politiques restreintes, de buts stratégiques limités et d'opérations collectives dont la définition appartient souvent à des instances internationales, sauf dans les régions où la France est liée à des accords internationaux. Il arrive le plus souvent aussi que la pression des Etats-Unis suffise à faire pencher la balance en faveur d'une intervention ou d'une non-intervention. Chacun comprend bien aujourd'hui qu'à situation égale ne correspond malheureusement pas un traitement égal et ce au grand malheur des victimes. Des facteurs politiques, économiques, médiatiques, diplomatiques et bien sûr militaires interfèrent dans les décisions.

En Europe, ces interventions ont eu lieu jusqu'à présent avec le soutien des Etats-Unis et le plus souvent sous commandement intégré de l'OTAN. La France a affiché sa volonté de jouer le rôle de nation cadre en coordination avec ses partenaires régionaux toutefois la politique européenne de sécurité commune a bien du mal à se concrétiser sur le terrain.

Les nations occidentales n'en sont pas moins le fer de lance de diverses stratégies de prévention ou de maîtrises de crises.

On ne sait pas bien s'il faut qualifier ces interventions du terme de « guerres ». En effet, soit l'intervention bien que militaire n'est pas suffisamment accomplie pour être une guerre telle qu'on la connaissait jusqu'à présent, soit les opération sont par trop civilo-militaires voire quasiment civiles même si les militaires sont une « main d'œuvre largement employée ».

Le but de ces opérations peut être le maintien de la paix avec des partenaires, la restauration de la paix dans un environnement troublé (ex-Yougoslavie) ou l'imposition de la paix contre un ennemi clairement désigné (Irak- Serbie). Les actions menées par les américains montrent toutefois le fossé qui peut exister entre un conflit limité (militairement, géographiquement et politiquement) et une véritable guerre.

La panoplie des diverses actions militaires est très étendue. Elles peuvent être ponctuelles et limitées et même n'être que des raids offensifs ou de sauvetage. Les américains ou les français les pratiquent souvent dans leurs zones d'influences respectives. Elles peuvent être toutefois beaucoup plus conséquentes sous la forme de déploiements préventifs, réactifs ou d'expéditions outre-mer, ces dernières ayant alors les caractéristiques de véritables guerres comme aux Falkland en 1982 ou encore dans le golfe Persique en 1991.

Les actions militaires s'accompagnent le plus souvent de missions d'accompagnement essentielles (et qui sont d'ailleurs le fondement de l'intervention) telles que des affaires civiles visant à rétablir le fonctionnement des institutions et des services publics ou encore des missions humanitaires visant à sauver des populations entières de la famine, de la déportation voire du génocide .On comprend mieux alors pourquoi de telles actions sont appelées à durer et posent de réels cas de conscience lorsque la situation s'enlise ou ne semble pas s'améliorer au fil du temps. La principale difficulté de telles missions réside en effet dans le fait qu'il ne s'agit pas tant de vaincre un ennemi que de maîtriser un espace de crise et de créer les conditions d'un règlement politique avant de quitter les lieux avec le sentiment du devoir accompli. L'obligation « politiquement correcte » de limiter les dégâts collatéraux et ses propres pertes est une contrainte considérable d'autant que les médias sont à l'affût du moindre dérapage.

Monsieur Coutau-Bégarie dans son précis de stratégie définit les principes applicables à ce type d'opérations, lesquels sont sensiblement différents de ceux d'une guerre traditionnelle :

- crédibilité : il faut que les groupes visés soient convaincus, à la fois, de la volonté et de la capacité de la puissance qui s'engage ;
- réversibilité : il faut toujours garder la possibilité de se désengager ou de revenir à la situation antérieure ;
- adaptabilité : non seulement à une gamme de missions qui vont de la simple démonstration ou action humanitaire à la mise en œuvre de la force, mais aussi à des adversaires potentiels dont les logiques culturelles peuvent varier énormément.

La tentation intellectuelle qui consisterait à échafauder une nouvelle stratégie sur ces nouveaux concepts est un exercice très périlleux. La multiplicité des variables à prendre en compte exclut en effet toute prévision assurée. Les stratèges sont condamnés à seulement perfectionner au fil du temps leur outil d'analyse mais pour un résultat toujours imparfait.

Selon la formule du général POIRIER « l'avenir est ouvert à de trop nombreuses morphogénèses équiprobables »\*. Ce vide intellectuel, devant lequel se trouveraient les nouveaux stratèges, est contesté par d'autres qui n'y voient que l'adaptation passagère à un contexte qui n'est pas fondamentalement différent du passé et qui par conséquent ne remet

\* Général POIRIER. La crise des fondements (1994)

pas véritablement en cause la doctrine élaborée au travers des âges. Eric Bosserelle écrit ainsi « Incontestablement l'appareillage économétrique est plus sophistiqué, les séries sont plus nombreuses, la fenêtre du champ d'investigation se trouve considérablement élargie, mais en définitive bon nombre de propositions actuelles sont peu originales, puisque déjà avancées par plusieurs auteurs au cours des années trente et quarante ». Il ajoute par ailleurs : « le verdict de Chase-Dunn et O'Reilly est sans appel : il convient d'estimer à une chance sur deux la probabilité de déclenchement d'une importante guerre entre Etats du centre au cours des quarante prochaines années ». En d'autres termes la question de savoir s'il faut chercher une stratégie de paix sera contredite par la logique de la bellicosité qui veut qu'il n'existe qu'une stratégie : celle qui conduit à préparer la guerre et à bien la conduire. Toute autre théorie ne serait qu'utopie.

Une telle affirmation, même si elle est bien pessimiste, a au moins le mérite de nous obliger à regarder la vérité en face. Des menaces existent bien même si aucun ennemi n'est clairement défini. Les récents conflits n'ont rien résolu dans le fond. Ils n'ont permis tout au plus que de panser les plaies encore béantes de l'après-guerre froide ou de l'instabilité mondiale. Une étude rapide des enseignements de deux des récents conflits nous le confirme même si tout n'est pas négatif et que la bonne volonté des occidentaux est incontestable.

### Les enseignements récents

On peut utilement traiter le cas des suites du conflit du Golfe ainsi que celui du Kosovo.

L'opération « Renard du désert », déclenchée contre l'Irak en décembre 1998 par deux membres permanents du Conseil de sécurité fait suite au non respect par S. Hussein de la résolution de l'ONU sur le désarmement de son pays. Elle montre singulièrement comment une action de guerre mal finie (la guerre du golfe de 1991) entraîne un réveil tôt ou tard de la violence et que les principales victimes ne sont pas forcément celles que l'on vise. Le manque de « courage » des USA en 1991 a entraîné la non conquête de l'Irak (peur des conséquences en termes de morts, de tensions diplomatiques, d'un engrenage type Vietnam etc..) et donc le non renversement du dictateur irakien si bien qu'aujourd'hui encore le problème de ce pays reste entier.

L'opération de fin 98 relance par ailleurs le débat sur un certain nombre de questions fondamentales propres à ce type d'intervention aujourd'hui.

On retrouve principalement les points suivants : le principe du recours à la force au nom de l'ONU, mais sans son accord explicite ; l'application partielle des résolutions adoptées par le conseil de sécurité ; les activités discutables d'une commission dépendant de l'ONU ; la finalité de l'imposition de sanctions prolongées pour ne pas dire permanentes ; le droit d'ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat et enfin l'introduction de la notion de « tutelle permanente » de l'ONU sur un Etat indépendant.

Tout d'abord, faisant fi de l'ONU, il semble que les Etats-Unis ont voulu sauvegarder leur « crédibilité » et confirmer leur rôle de seule grande puissance du monde, quitte à remplacer le conseil de sécurité dans son rôle de juge et de gendarme.

Par ailleurs, les responsables américains ont admis en janvier 99 avoir profité de la présence de l'UNSCOM pour recueillir des informations militaires pouvant aider à renverser le régime de Saddam Hussein. Cet objectif qui n'a rien de choquant pour un occidental, est toutefois incompatible avec la mission de l'ONU et apparaît aujourd'hui choquant aux yeux d'une partie du monde .

Les américains se sont clairement attribué un droit d'ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat. Le président Clinton ne cachait pas à l'époque les véritables objectifs de l'opération qui s'inscrivait dans une stratégie à long terme pour « contenir l'Irak et ses armes de destruction massive, et travailler jusqu'au jour où il y aurait un gouvernement digne de sa population ». En attendant, c'est la population en question qui « trinque » du fait de l'embargo et il n'y a aucune chance que des frappes aériennes viennent à bout d'un dictateur . Au contraire, ce genre d'agression cristallise un sentiment malsain d'unité nationale autour du président et soude par ailleurs le monde arabe contre les américains . Même si ces derniers jurent à qui veut bien les entendre qu'ils s'attaquent à un régime et non à un peuple, il faut reconnaître qu'ils font preuve de beaucoup de maladresse et d'inefficacité. Plus généralement, est-il possible qu'un pays soit placé ainsi dans une perpétuelle position d'isolement et peut-être plus tard sous tutelle financière et économique sans que soit remis en cause le principe d'indépendance d'un Etat.

On serait tenté de dire que si la communauté internationale est farouchement contre un Etat totalitaire et cruel, elle se doit de mener contre lui une guerre totale jusqu'à anéantissement du pouvoir. On ne peut par contre glorifier une politique de demi-mesure (par peur des réactions) qui ne conduit à rien de bon mais au contraire fait souffrir inutilement et focalise un désir de vengeance.

La puissance des Etats-Unis est telle face à la division de l'ONU que ce type de situation se retrouve malheureusement très souvent. En conséquence rien n'est réglé dans le fond et la violence resurgit inévitablement un jour.

Le cas de la récente crise du Kosovo (1999) mérite aussi quelques remarques. Ici aussi la demi-mesure ne semble pas payer et le non-renversement du dictateur Milosevic empêche un règlement durable du conflit. Les frappes aériennes, si brillantes soient elles, n'emportent pas la décision si elle ne sont pas suivies d'une guerre terrestre sur le terrain qui anéantit le gros des forces de l'adversaire. La volonté des occidentaux de ne pas privilégier cette option pour les raisons de sensibilité traitées précédemment conduit systématiquement à un compromis et donc à une demi-victoire. Le mal n'est donc pas traité dans la profondeur et la crise est appelée à resurgir sauf à s'installer dans une interminable posture d'interposition.

Plus encore, c'est la dimension civilo-militaire du conflit qui mérite ici d'être soulignée.

Dans tous les conflits modernes, la dimension humanitaire surgit, sinon à l'improviste, au moins sous des formes diverses et inattendues. Très vite, elle influe sur les conditions des opérations et oriente la stratégie tout en faisant peser sur les décideurs la pression des opinions publiques, légitimement inquiètes du sort des populations.

Sans se substituer aux organisations compétentes, il revient aux armées une part de l'action

humanitaire, en particulier pour que dans l'urgence du début, la situation ne tourne au drame ou à la catastrophe. Les forces terrestres soutenues par d'importants moyens aériens et maritimes doivent donc remplir cette mission avec toute l'efficacité souhaitable alors que ce n'est pas leur fonction première.

La mission de contrôle de zone se décline donc quasi systématiquement en une série d'actions qui ressemblent davantage à de la Défense civile.

Ainsi, 3700 tonnes de fret humanitaire ont été acheminés par la France au cours de la première phase du conflit. Entre le 7 et le 15 avril, la FFB (French Framework Brigade) a assuré le montage et le soutien d'un camp hébergeant 10000 réfugiés. Les avions de transport militaires ont acheminé à compter du 24 avril, 2045 réfugiés vers la France et 437 tonnes de fret humanitaire.

Au Kosovo, la France a été engagée avec ses alliés dans une opération politico-militaire visant à restaurer les conditions d'une vie normale pour tous les résidants de la province.

Cette opération, dont la responsabilité a incombé à la MINUK, a imposé une coordination des actions de l'administration civile et de la force multinationale. Le dispositif « Actions civilo-militaires » des Forces Armées a mis en place une structure d'accueil facilitant l'insertion des acteurs privés ou publics dans les instances internationales agissant sous l'égide de la MINUK et permettant ainsi une meilleure application de l'aide sur le terrain.

Une des opérations les plus délicates et qui ne fait que commencer, a consisté à mettre en place une administration internationale de substitution et notamment une force de police afin de combler le vide laissé par les Serbes et permettre le bon déroulement des enquêtes concernant les accusations de génocide. Plus encore, la haine qui divise les populations d'origines serbes ou albanaises a nécessité de remplir au quotidien des missions de maintien de l'ordre auxquelles les militaires ne sont pas préparés. La Gendarmerie Nationale a dépêché sur place en urgence un détachement d'un peu moins de 130 hommes pour remplir cette immense mission dans le secteur français. Les gendarmes ont remplacé sur le pont de Mitrovica (qui sépare les communautés) des militaires désemparés car ni préparés ni équipés pour de telles fonctions.

Malheureusement les effectifs manquent de même que les matériels pour remplir dans la durée de telles missions. En France comme ailleurs, les gouvernements ont trop besoin de leurs forces de Police ou de Gendarmerie pour accepter de les voir partir en nombre en opérations extérieures. Pourtant, sur le terrain, en ex-Yougoslavie ou ailleurs, les forces employées ne semblent plus tout à fait adaptées aux missions qu'on leur demande de remplir.

Le défi stratégique à relever dans le cadre des opérations extérieures est donc de savoir adapter sa posture militaire (et autre) aux nouvelles crises qui se présentent, tout en gardant intactes ses capacités de réponse dans le cadre de conflits plus traditionnels. Un tel pari semble impossible à tenir en période de restrictions budgétaires d'autant que les progrès technologiques sont toujours davantage exploités et que cette volonté affichée par nos stratèges a un coût sans cesse plus élevé.

## II LES EFFETS DE LA REVOLUTION SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE

Il est incontestable de dire que les progrès scientifiques et technologiques ont des conséquences stratégiques majeures. Il suffit en effet de penser à l'arme nucléaire pour s'en convaincre. L'existence de cette arme aura tout à la fois stoppé net la guerre américano-japonaise, empêché une troisième guerre mondiale et plus généralement permis le développement de la posture stratégique de dissuasion.

Il est par contre plus original de constater que l'application aux armements classiques des technologies de pointe a aussi des effets très sensibles sur le plan de la stratégie. De même, les innovations technologiques peuvent entraîner des modifications majeures dans l'art de conduire la bataille.

### A – CONSTAT GENERAL

Même si l'élément technologique reste subordonné à la stratégie, et non l'inverse, cet apport permet au stratège de mettre plus efficacement en œuvre les principes généraux de la guerre, guidant ses efforts dans la conduite des opérations : mobilité, rapidité, économie des forces, concentration des efforts.

Les possibilités sans cesse affinées de l'électronique et de l'informatique ont d'ores et déjà transformé la représentation qu'on peut se faire du champ de bataille aéroterrestre ou aéro-maritime et vont demain le bouleverser. Des innovations spectaculaires s'appliquent à l'acquisition des objectifs, au guidage et aux effets des projectiles. Les objectifs fixes et mobiles sont aujourd'hui saisis dans la profondeur du dispositif ennemi et pris en compte par des systèmes de guidage de plus en plus efficaces. Le projectile peut être éclairé au laser, filoguidé et assurer en fin de course son propre guidage. L'informatique permet la conduite simultanée de toujours plus de cibles.

La partie active des munitions s'adapte aussi toujours davantage à la nature et à la résistance des objectifs à détruire : béton des pistes, blindage des chars, œuvres mortes des navires, etc.

Le bouleversement le plus important est sans doute la centralisation et l'instantanéité dont bénéficie peu à peu l'exercice du commandement. C'est ce que l'OTAN regroupe sous le sigle des C3 (Command, Control et .Communication aujourd'hui étroitement associés).

Le chef peut espérer disposer à tout moment d'une visualisation complète du champ de bataille, lequel est mis à jour automatiquement grâce aux informations fournies par de multiples senseurs. Les informations ainsi échangées par les navires, avions et autres systèmes permettent la représentation des forces amies et ennemies, soit en d'autres termes, du rapport de force.

L'informatique propose alors instantanément des choix au commandant des opérations, lequel garde la décision de déclencher ou non les hostilités. Un tel dispositif est tout à fait révolutionnaire et remplace à jamais les gommes, crayons et autres papiers calques. Force est de constater que ce progrès était devenu indispensable, tant le délai de réaction s'était réduit face à des armements toujours plus soudains et plus élaborés.

Aujourd'hui, les progrès technologiques, particulièrement dans les domaines de la « guerre électronique » et de l'informatique, conduisent un certain nombre de stratèges à parler de « révolution militaire ».

Cette révolution technologique, appelée aux Etats-Unis *Revolution in Military Affairs* » (que les soviétiques furent les premiers à entrevoir dans les années 80), occupe désormais les stratèges, militaires et civils, qui tentent de percevoir ses effets sur la guerre dans l'avenir, dans un contexte géopolitique ayant lui aussi connu une révolution. Nul doute qu'il faudra un certain temps aux stratèges pour véritablement comprendre la nature des changements qui s'opèrent en ce moment, comme ce fut le cas à deux reprises déjà au XX<sup>ème</sup> siècle avec la mécanisation puis la bombe atomique, deux phénomènes technologiques qui influencèrent considérablement les stratégies et la nature de la guerre.

Nous n'en sommes pas moins entrés dans l'ère de ce que nos voisins d'outre-manche appellent les « Emerging Technologies » ou « E.T ». Une étude plus détaillée de certains de ces « progrès » permet de mieux appréhender les apports possibles à la stratégie militaire mais aussi bien sûr les limites voire les contraintes qu'ils génèrent.

L'étude de la maîtrise de l'Espace par les militaires est à ce titre très enrichissante.

## B – LA NOUVELLE STRATEGIE DE L'ESPACE

L'accent mis aujourd'hui en France et au sein de l'OTAN sur la dimension spatiale de la stratégie militaire est particulièrement révélateur de l'inversement des priorités engendré par le déverrouillage bi-polaire et donc par le risque « tous azimuts » de déclenchements de crises.

Cette nouvelle situation impose une politique de recherche du renseignement. Le satellite en est devenu un outil irremplaçable même s'il reste complémentaire d'autres moyens plus classiques.

La maîtrise de l'Espace semble donc être une condition de la puissance de demain.

Déjà, les dernières crises ont été caractérisées par le rôle important qu'a joué l'Espace dans le déroulement des opérations. Les actions entreprises, se situant à des distances considérables des territoires nationaux des Etats engagés, n'ont pu être maîtrisées tant sur le plan politique que sur le plan militaire qu'en faisant appel aux satellites pour les communications et le recueil des informations d'observation et d'écoute pratiquement instantanées.

Les stratégestes s'accordent à penser que l'Espace apporte dans les domaines de la communication, de la vision, de l'écoute électronique et de l'information, des données indispensables au pouvoir politique en vue de prendre les décisions d'intervention et de conduite des opérations en toute liberté d'appréciation.

La maîtrise de l'Espace est en effet un élément indispensable de la puissance de demain, car personne ne peut se priver des renseignements qu'elle est capable de fournir.

Les communications sont vitales tant pour la composante marine que pour la projection des forces. Elle garantissent la liberté de choix du pouvoir politique qui s'implique toujours davantage dans la moindre décision militaire (définition des objectifs, heure d'attaque, ...etc).

A ce propos, dans le cas des opérations extérieures : plus les infrastructures terrestres sont réduites, plus l'intérêt de l'Espace augmente.

L'Espace permet également une surveillance précise dès le temps de paix. Il offre la possibilité d'une mise à jour rapide de la cartographie avec production de bandes multispectrales ou de la stéréo pour l'étude du relief. C'est un outil privilégié de préparation de documentation sur des théâtres d'opérations possibles. Il élimine les problèmes de droit international concernant le survol en temps de paix d'Etats souverains. Il permet enfin de déceler des mouvements de troupes discrètement et sans risques conformément au principe de guerre « zéro mort » et facilite le choix des objectifs ainsi que l'évaluation des pertes.

D'autre part, l'écoute d'origine spatiale facilite la conduite des opérations et contribue efficacement à la prévention d'activités hostiles en provenance de l'Espace. En effet, elle permet de détecter les activités militaires. C'est un outil précieux du renseignement qui permet, dès le temps de paix de recueillir des données sur les signatures radioélectriques des installations et des systèmes d'armes situés dans des zones d'intérêt permanent. Cela complète ainsi le dispositif de surveillance océanique (indiscrétions des navires) et de l'Espace pour détecter, poursuivre ou identifier les satellites.

Dans le domaine de l'information enfin, l'Espace permet une localisation précise. Les satellites météorologiques permettent une information précise et fiable pour les opérations aériennes, l'emploi des armes à guidage laser, les tempêtes de sable, les nuages chimiques, les fumées des puits de pétrole en feu, etc. L'étude de l'activité des océans permet d'optimiser le déplacement des sous-marins. Enfin, l'Espace offre la possibilité d'identifier un agresseur par détection des gaz chauds au départ des missiles balistiques.

Même si la puissance de demain suppose la maîtrise de l'Espace, la vision positive affichée ci-dessus mérite toutefois d'être nuancée pour de nombreuses années encore. Cette « quatrième dimension stratégique » ne peut être isolée encore des autres composantes terre, air et mer qui restent indispensables.

La maîtrise de l'Espace ne peut être que le prolongement de la maîtrise du nucléaire et une valeur ajoutée aux forces militaires. Dans le domaine des communications, le satellite ne peut tout acheminer à lui tout seul. Il serait par ailleurs très dangereux d'en faire un champ de bataille en raison des terribles conséquences que pourraient y avoir des explosions nucléaires. S'agissant du domaine de l'observation, la contribution spatiale est d'autant plus efficace qu'elle est couplée aux autres moyens aériens et terrestres. Les satellites ne peuvent tout voir selon qu'ils sont géostationnaires ou à défilement. Certaines zones géographiques, notamment boisées, ne permettent pas de détecter des activités militaires. Lors de la guerre du Golfe, malgré une maîtrise totale de l'Espace et de l'air, il n'a pas été possible de détecter tous les sites de SCUD.

L'information d'origine spatiale doit donc pouvoir s'intégrer dans la chaîne du renseignement.

La suprématie spatiale n'est pas synonyme de victoire comme la maîtrise de l'air, qui permet des attaques massives, ce que ne peuvent faire les vecteurs spatiaux qui ne seront que trop peu nombreux.

La maîtrise de l'Espace est certes un élément fondamental de la puissance de demain. Sa contribution dans le domaine des transmissions, de l'observation, de la vision, de l'écoute et de l'information s'avère indispensable tant dans le domaine de la stratégie nucléaire que dans l'engagement des forces conventionnelles.

Néanmoins, l'Espace ne permet pas de tout faire, n'importe quand, n'importe comment. Son rôle est complémentaire et ne se substitue pas aux autres domaines. Favorisant l'autonomie de décision de l'action politique globale, l'Espace ne peut, à lui seul, octroyer la victoire automatiquement mais sa maîtrise engendrera la différence entre deux forces, ce qui pourra faire la décision.

L'Espace ne crée pas la puissance, il la renforce.

Il en est de même d'une bonne maîtrise des systèmes d'information et de commandement.

## C – LE DEVELOPPEMENT DES TECHNIQUES DE L'INFORMATION

Le développement des techniques de l'information a rendu beaucoup plus délicat et très complexe l'art de la guerre. C'est tout d'abord l'information du chef qui a été révolutionnée au travers des systèmes d'information et de commandement.

### Les systèmes d'information et de commandement

L'art de la guerre s'est complexifié. Alors qu'il y avait autrefois un chef direct qui commandait l'ensemble de ses troupes, il y a aujourd'hui un commandant de forces qui coordonne des sous-ensembles autonomes. Le chef doit pourtant être très réactif car la menace militaire moderne est immédiate et multiforme.

Par ailleurs, la stratégie est reliée toujours davantage aux fins politiques. Telle solution militairement souhaitable peut être politiquement dangereuse. Cela signifie donc que le stratège est le conseiller militaire de l'autorité politique et que la décision revient toujours à cette dernière.

Les théâtres d'opérations étant souvent éloignés de la capitale politique, il devient donc indispensable de pouvoir joindre sans délais le représentant de l'Etat.

Ces différents éléments concourent à imposer le développement des SIC (systèmes d'information et de commandement).

La conduite et le contrôle des opérations repose et reposera de plus en plus sur l'utilisation de systèmes d'information. Ces systèmes utilisent les progrès effectués en terme de stockage, de traitement et de compression de l'information. Ils demandent des équipements électroniques et informatiques toujours plus nombreux et plus performants. Le plus souvent, les infrastructures du pays intervenant ne peuvent être que partiellement utilisées. Le reste des moyens est entièrement déployé et doit être adapté à toutes les situations militaires, climatiques, géographiques, environnementales, etc.

La projection de forces induit des besoins d'échanges importants sur de longues distances, à la fois internes au théâtre occupé de façon lacunaire, et entre le théâtre et la métropole (données opérationnelles, logistiques ou de renseignement par l'imagerie).

Ceci concerne tous les niveaux de commandement puisque même le simple combattant sera doté demain d'une panoplie électronique lui permettant d'utiliser une multitude de capteurs pour mieux combattre mais aussi d'un système radio miniaturisé installé dans son casque et déclenché à la voix. Chaque combattant communiquera en temps réel et presque sans y penser tant avec ses camarades qu'avec ses chefs si ceux-ci le souhaitent. Le combattant pourra même transmettre les images qui apparaissent dans son champ de vision.

Le général, voire l'homme politique, pourront donc assister au déroulement d'une opération avec les yeux d'un grenadier voltigeur de pointe grâce aux miracles de la radiocommunication numérique.

La seule limite à ce progrès révolutionnaire semble être le spectre radioélectrique qui est inextensible et toujours plus convoité (beaucoup plus encore par les civils que par les militaires).

A n'en pas douter, le champ de bataille du futur verra donc des armées au format réduit, mais dotées de moyens de communication et d'acquisition du renseignement ultramodernes, mener des actions violentes dans un laps de temps extrêmement bref.

Cette maîtrise de l'information dont les Américains ont fait une démonstration éclatante au Kosovo, donnera une telle supériorité en termes d'initiative qu'elle devrait même permettre de battre un adversaire supérieur en nombre et en armement.

Les combattants ne sont toutefois pas les seuls à posséder le formidable pouvoir des systèmes d'information. Le caractère politique et polémique des conflits n'échappe pas en effet à la presse qui couvre désormais avec pléthore de moyens les moindres crises de ce monde. Une mauvaise appréciation de ce nouveau pouvoir peut s'avérer tragique tant pour le stratège que pour le politique.

### Le pouvoir de l'information

A quelques années près, les progrès techniques des moyens de communication ont développé l'information planétaire. Presque substituée à l'écrit (le journal, le livre..), à la parole (la radio), l'image s'est révélée autrement plus convaincante. Passant pour reproduire fidèlement la réalité, elle escamote les intentions jugées (par elle) tendancieuses. Politiquement, un événement, un fait n'existe que si la télévision le projette sur les écrans, tel qu'il est, arrangé ou tronqué, peu importe. Ainsi, le contrôle de l'image diffusée est-il devenu une pratique courante des gouvernements lorsqu'ils sont en mesure de l'exercer, c'est à dire lorsque leurs institutions le leur permettent, ce qui est généralement le cas. Et voici une arme ajoutée à la stratégie de coercition par la force. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de rallier les combattants mais les opinions publiques. Et l'information planétaire, devenue parfois désinformation, y pourvoit.

L'information est donc devenue un véritable acte de commandement pour le général.

Elle est une nécessité en opérations. Le militaire et le politique ont un devoir d'information sans quoi cela pourrait vouloir dire qu'ils cachent quelque chose. L'objectif est d'obtenir l'adhésion de l'opinion publique. Il faut crédibiliser l'action militaire entreprise d'autant que les troupes envoyées sont professionnalisées et qu'il n'y a pas de lien direct entre les troupes et l'ensemble de la population.

Il apparaît d'autre part qu'une bonne campagne de communication renforce le moral des troupes et fait même de la publicité pour le recrutement des engagés.

La communication est donc un acte de commandement directement supervisé par le haut commandement et en l'occurrence, en France, le Chef d'Etat-Major des Armées. Ce dernier met en place des moyens humains (conseiller presse du chef, officiers de presse ..) ainsi que des moyens matériels ( valises Immarsat, téléphones par satellite, etc..).

Plus généralement, les militaires ont compris que le journaliste est un intermédiaire obligatoire et qu'il y a donc intérêt à ne pas le considérer comme quantité négligeable.

Le jour, le journaliste se déplace sans restrictions. De toute façon, il sera présent et enverra quasi instantanément ses informations. Le militaire a donc intérêt à entretenir un climat de confiance, à guider l'information et à aiguiller le journaliste dans le sens de ce qu'il ressent.

Le militaire a aussi intérêt à ne pas quitter des yeux le journaliste ( et donc à lui fournir des moyens de transport) afin de le devancer dans ce qu'il pourrait envoyer de faux ou de sensible comme par exemple : le décès d'un soldat avant que la famille n'en soit informée par la voie

officielle. La réaction appropriée de l'autorité militaire évitera désinformation, déformation ou une réaction choquée de l'opinion ou des familles.

Les militaires ont aussi compris que le journaliste a une logique différente. Il a besoin quoi qu'il arrive d'alimenter son organe de presse en articles ou reportages. Le « tout va bien » ne l'intéresse pas. Il a besoin de « scoop », de sensationnel mais aussi tout simplement de comprendre. Il faut parfois pour cela chercher un compromis.

Il faut enfin veiller à ce que rien de confidentiel ne transpire (l'ennemi écoute) sur l'opération en cours ou en préparation.

L'information peut aussi être une arme. C'est ainsi par exemple que les USA ont utilisé récemment les fréquences de la radio FM serbe pour diffuser de la contre propagande et effectuer de l'action psychologique.

Dans le même ordre d'idée, la déception ou encore la désinformation sont largement utilisées sur les ondes civiles et militaires.

L'expérience de l'ex Yougoslavie donne une représentation assez précise de ce qu'il est possible de faire en terme d'action psychologique.

La campagne médiatique américaine a précédé et devancé les hostilités. Selon certains observateurs critiques, la dislocation de la République fédérale de Yougoslavie et le nouveau découpage des Balkans ont été un excellent champ d'expérimentation pour des opérations de coercition conduites en respectant le concept « zéro perte » du côté des instigateurs du conflit international. « On anémie l'économie et on affame la population de l'adversaire par l'embargo, on le bombarde pour détruire son infrastructure de résistance, on le décapite en accusant ses chefs de tous les crimes et on l'amène ainsi à composition. Emboîtées les unes dans les autres, les quatre phases de cette nouvelle forme de coercition firent merveille » \*

La maîtrise de la communication est donc une récente nécessité stratégique. Le développement de systèmes conformes aux récents concepts en est évidemment une autre. C'est le cas des drones et missiles de croisière qui ont connu un essor sans précédent ces dernières années.

#### D – DES SYSTEMES VOLANTS TOUJOURS PLUS ELABORES

La volonté de minimiser les risques de pertes humaines tout autant que la diminution des effectifs entraînent le développement de systèmes permettant de ne pas exposer des combattants si ce n'est pas indispensable. Cette nouvelle tendance explique l'utilisation toujours plus fréquente des drones, robots et missiles à guidage assisté.

Il serait excessif de dire que nous vivons une ère nouvelle, toutefois la guerre du Golfe a confirmé l'intérêt de concepts militaires depuis longtemps envisagés et des techniques d'armement correspondantes, en cours d'expérimentation ou en attente de validation.

Nous assistons aujourd'hui à l'utilisation généralisée des missiles dits de croisière qui, emportés par avions, équipant un bâtiment de surface ou un sous-marin, atteignent avec

- Pierre Marie Gallois : *Perspectives stratégiques*. Bulletin de documentation n°529 oct.98

précision des cibles éloignées sans que leurs servants n'aient à combattre. Ils sont hors d'atteinte pour l'ennemi car celui-ci n'a pas les moyens techniques de les localiser en raison de leur éloignement ou de leur mobilité.

L'avion est aujourd'hui de moins en moins utilisé en attaque au sol à basse altitude mais au contraire comme transporteurs d'engins guidés depuis une très haute altitude. Il est devenu un élévateur d'armes intelligentes libérées des servitudes générées par l'homme. La société Boeing posséderait déjà dans ses cartons le prototype d'un appareil proche de l'avion mais sans équipage et capable de se défendre, de localiser l'objectif, de le faire détruire à distance par les engins qu'il transporte et de regagner sa base une fois la mission accomplie. Il n'est pas pour autant réaliste de dire que les escadrilles du futur seront constituées en majorité d'avions sans pilotes. De tels systèmes, employés en masse, semblent encore très vulnérables et sensibles aux brouillages électromagnétiques (intentionnels ou non). La France a perdu au Kosovo 5 des 13 drones engagés sur le théâtre.

Le drone n'en est pas moins un système en grand développement. Ce petit avion entièrement automatisé n'a peur de rien. Il peut voler au ras du sol, déjouer les défenses anti-aériennes les plus denses et fournir en temps réel des informations sur le champ de bataille. Moins coûteux et plus furtif qu'un avion piloté, il est capable de remplir les missions les plus périlleuses sans risque humain.

Il y a dix ans déjà que l'Armée de l'air israélienne avait pu localiser, puis détruire, une partie du déploiement aérien et anti-aérien syrien à l'aide de ses premiers avions sans pilote. Ils transmettaient à l'arrière, en temps réel, les images du dispositif ennemi. Depuis, la reconnaissance aérienne par drones est devenue l'auxiliaire normal des états-majors occidentaux. Les attributions de ces engins augmentent et sont de plus en plus diversifiées au fur et à mesure que sont améliorées leurs performances : autonomie, meilleure investigation du sol, furtivité..

Au Kosovo, récemment, l'emploi des drones s'est généralisé au cours de la campagne aérienne afin de détecter et de localiser les réfugiés au cœur du Kosovo puis de compléter le renseignement aérien dans l'évaluation des dommages occasionnés aux forces serbes.

Il apparaît donc que les militaires ont su adapter leurs concepts et leurs moyens aux conditions nouvelles du temps présent. Il serait toutefois naïf et incomplet de limiter ce développement aux simples aspects militaires. Même si nous limitons le terme « stratégie » à l'art de détruire l'autre, il existe aujourd'hui des méthodes utilisant les facteurs humains, géographiques et économiques qui permettent de dominer un adversaire sans employer directement la force. Paradoxalement, la seule réaction possible est la guerre.

### III VERS UNE STRATEGIE PLUS GENERALE

Des moyens plus sournois se développent aujourd'hui pour contrôler une région et affaiblir ses adversaires. De tels moyens ne s'apparentent pas à un affrontement direct et ne déclenchent par conséquent pas les foudres des pacifistes. Ils sont pourtant très efficaces et s'appuient sur les phénomènes engendrés par les déséquilibres socio-économiques.

Cette tendance s'amplifie depuis dix ans à tel point que certains stratégestes parlent aujourd'hui de stratégie intégrale, la stratégie militaire n'étant qu'une partie de celle-ci.

#### A – L'IMPACT DES FACTEURS SOCIO-ECONOMIQUES

Les inquiétudes fondamentales de la société contemporaine influent naturellement sur l'action stratégique. C'est ainsi que la démographie, la problématique des ressources ou encore l'économie sont assimilables à des armes et peuvent être utilisées pour affaiblir un adversaire.

##### La démographie

L'interdépendance entre stratégie et démographie n'est pas tout à fait une nouveauté. L'accroissement considérable de la population dans certaines parties du monde accentue toutefois considérablement ce phénomène et nourrit l'ambiguïté qui existe entre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les fondements historiques d'une nation.

Le cas du Moyen-Orient est particulièrement significatif.

Ainsi, l'Etat d'Israël qui comptait dès sa fondation en 1948 une importante minorité arabe (multipliée par trois après la conquête de la bande de Gaza) doit faire face à une population généralement hostile qui enregistre un accroissement démographique supérieur à la population juive. Pour les deux communautés, la démographie constitue un élément essentiel de survie. Elles tentent de la consolider différemment mais dans la même optique. Cependant la communauté arabe croît à une vitesse beaucoup plus rapide que la juive (3 pour mille contre 2). Les Palestiniens de la bande de Gaza et de la Cisjordanie n'ont fait qu'amplifier le phénomène. Pour essayer de contrecarrer la croissance effrénée de cette communauté dont le nombre dépasserait celui des juifs d'Israël en 2015, si rien n'est entrepris, l'Etat d'Israël mise sur l'encouragement de l'émigration des Juifs en Israël, notamment des pays de l'Est. Une telle politique n'est pas idéale car elle accroît considérablement la densité de population du pays avec les conséquences socio-économiques que cela peut avoir à terme. On peut facilement imaginer que la tension induite par le fort accroissement de la population arabe dans la bande de Gaza est une des raisons essentielles ayant obligé les Israéliens à accepter l'autonomie palestinienne sur ce territoire. On perçoit donc au travers de cet exemple qu'un Etat peut obtenir l'indépendance par sécession grâce au simple facteur démographique et sans avoir véritablement mené une guerre armée.

La démographie est donc bel et bien une arme stratégique de première importance : plus on est nombreux, plus on est puissant. D'ailleurs, il existe une opinion assez répandue au Moyen-Orient, amplifiée par les groupes fanatiques musulmans, qui rejette toute idée de planning familial comme faisant partie d'un complot international ourdi par les grandes puissances pour affaiblir l'Islam. En fait, ceci fait bien l'affaire des fanatiques qui entretiennent un réservoir de combattants (voire même de simples conquérants) pour le futur, lesquels auront leur hargne aiguisée par la misère et par la certitude que le responsable de tous leurs maux est l'occident chrétien.

Certains pays arabes eux-mêmes connaissent des problèmes similaires au sein de leurs Etats. La révolte des Kurdes d'Irak (et ceux de Turquie et d'Iran) constitue un exemple typique de conflit ethnique. Ainsi en Irak, les Kurdes se trouvent depuis la fondation de ce pays en état de révolte continue contre le pouvoir établi de Bagdad. Ce phénomène est amplifié par la condamnation internationale du dictateur Saddam Hussein et par la protection dont le peuple Kurde fait l'objet (aide de l'ONU, des Nations Unies, de l'UNESCO, ..etc). Ainsi, la communauté kurde revendique au moins une part du pouvoir équivalente à sa proportion de l'ensemble de la population mais en fait l'indépendance des territoires qu'elle occupe en grande majorité. Cette revendication, rendue possible par la croissance démographique, explique la tentative du pouvoir irakien de chasser cette population voire de l'exterminer. Le pouvoir, de la minorité sunnite (qui forme seulement 20% de la population), est donc naturellement contesté par les Chiites (60 % de la population) et par les Kurdes (15% de la population).

Le cas de la Syrie est aussi significatif. Dans ce pays, la minorité alaouite (10% de la population) a eu recours à l'armée (majoritairement de son bord) pour accéder au pouvoir alors que 80% de la population est sunnite. Un éventuel revirement de la balance des forces, à savoir une hypothétique arrivée des Sunnites au pouvoir dans ce pays, provoquera un changement certain dans le rapport des forces dans la région et pas seulement vis à vis d'Israël.

L'exemple jordanien est encore plus explicite. En effet, ce pays a accueilli depuis le début du conflit israélo-palestinien des vagues successives de Palestiniens qui forment plus de 70% de la population. Une grande épreuve de force entre ces derniers et le roi Hussein eut lieu en 1970 à l'avantage du souverain. A la disparition de celui-ci, l'équilibre reste fragile.

Enfin, au Liban, il est clair que le fragile équilibre démographique entre les diverses communautés libanaises constitue une soupape de sécurité pour le maintien de la paix dans ce pays. Toute rupture de cet équilibre entraînerait une nouvelle crise et le réaligement des alliances sur la scène internationale.

Si l'on quitte le Moyen-Orient, il est clair que les récentes guerres du Kosovo ou de la Tchétchénie ont en tout ou partie une explication démographique.

Il est bien évident que la guerre du Kosovo est d'abord le résultat d'une évolution démographique de la région largement favorable aux Albanais du Kosovo et défavorable aux Serbes.

Bien entendu, les progrès technologiques relativisent en terme de puissance l'importance de la démographie. Cette dernière n'en est pas moins un facteur fondamental à prendre en compte aujourd'hui. Le pouvoir, mais aussi tout simplement le respect des populations maltraitées, divisées, déportées, prises en otage ou cherchant tout simplement à s'émanciper est quelque chose qui a pris depuis peu une importance capitale sur la scène internationale. Le stratège ne peut pas l'ignorer et cherche à en tirer profit lorsque c'est possible.

Cet exposé serait enfin incomplet si l'on ne s'arrêtait pas quelque peu sur l'équilibre interne des grandes puissances occidentales. La stabilité interne de ceux-ci qui comptent des minorités ou des communautés immigrées évolue aussi avec la démographie de ces populations.

Les événements qui depuis quelques années surviennent avec une grande régularité et souvent avec une violence accrue dans la périphérie ou dans les ghettos d'agglomérations plus ou moins importantes montrent que l'insécurité est, et sera, de plus en plus d'origine interne avec des ferments d'origine extérieure.

La gestion de ces crises sera sans doute toujours plus délicate si les pays occidentaux n'y réfléchissent pas en termes stratégiques. Il est à craindre en effet que la croissance démographique élevée de ces populations «difficiles» de même que la poursuite plus ou moins contrôlée de l'immigration ne feroient qu'accentuer les problèmes.

Ceci constitue véritablement un réel défi pour nos sociétés si elles ne veulent pas périr ou changer de nature à moyen terme comme bien des empires par le passé.

### Le problème de l'eau

L'eau est devenue un enjeu très important dans le Monde notamment au Moyen-Orient. Le pays qui possède le bassin d'un grand fleuve traversant un continent aride exerce une menace sur ses voisins moins chanceux et peut à tout moment les éradiquer en les privant de cette source de vie.

Les problèmes géostratégiques liés au tracé des cours d'eau et aux ouvrages hydrauliques s'accroissent d'autant plus que, dans les régions arides, les pays connaissent des croissances démographiques rapides, que les frontières sont pour la plupart contestées (pour certaines d'entre elles, ce sont déjà des zones de conflit), que les fleuves les plus importants traversent plusieurs frontières et qu'ils prennent leurs sources dans des pays qui entretiennent des relations tendues avec ceux situés plus en amont.

Il faut enfin signaler que le droit international est assez peu prolixe sur la question de l'eau et que cela permet au mieux placé d'en tirer profit. Tout au plus peut on signaler la protection jurisprudentielle des eaux navigables sur toute leur longueur (notion facilement interprétable). Ainsi, le contrôle de la Turquie sur le bassin supérieur du Tigre et de l'Euphrate et son rôle historique dans la formation de la carte géopolitique actuelle lui donne un poids considérable dont elle use au service d'une grande politique au Moyen-Orient.

Le partage de l'eau est aussi une question particulièrement critique au Proche-Orient. Israéliens, Jordaniens, Libanais et Syriens se disputent la ressource inextensible d'eau potable de la région. Ce problème s'accroît avec la poussée démographique et économique. En 1967 déjà, les Israéliens avaient bombardé le barrage Khaled ibn al-Walid que Jordaniens et Syriens avaient construit sur le fleuve Jourdain. C'est d'ailleurs cet épisode qui a fait dire à certains observateurs que la guerre de 1967 fut la première guerre de l'eau au Monde. Aujourd'hui, les pays riverains sont condamnés à trouver des solutions communes (partage, pipelines, solutions techniques, ...etc) sans quoi l'épuisement des uns au profit de l'approvisionnement d'un autre conduira inévitablement à une guerre sans merci car vitale.

Le cas du Nil est enfin très caractéristique. Ce « plus grand fleuve du Monde » pourrait à lui tout seul résoudre les problèmes des populations desservies. Les coupures étatiques opérées depuis 1956 génèrent malheureusement concurrence et tensions car les populations et les Etats se tournent le dos au lieu de chercher des solutions communes. Les difficultés sont si vives qu'elles éclatent déjà sous la forme d'un conflit inter étatique.

Ainsi, avec l'indépendance du Soudan, la continuité de la vallée du Nil fut doublement rompue, d'abord par l'établissement d'une frontière entre deux pays l'un et l'autre arabes et musulmans mais profondément rivaux, mais aussi par la constitution d'un front au Soudan du Sud entre animistes et chrétiens noirs et musulmans blancs du Sud. L'Egypte a lancé en 1972 l'exploitation du barrage d'Assouan pour répondre à ses besoins économiques alors que le Soudan a débuté un chantier pour en faire autant. Ce projet n'est contrarié que par l'opposition du sud Soudan qui reçoit le soutien de l'Egypte. Sans la présence des guérillas sudistes au Soudan, l'Egypte subirait déjà un rationnement de ses ressources en eau (et la menace d'un blocage) ce qui serait sans doute insupportable pour elle.

Plus les tensions entre l'Egypte et le Soudan se renforcent (gouvernement radicalement islamiste au Soudan) et plus la guerre civile se prolonge au Soudan du Sud. Le Caire se rapproche malgré tout de la crise hydraulique. Actuellement, avec 60 millions de personnes, l'Egypte consomme la totalité des eaux du Nil disponibles, et la seule solution pour l'accroissement des ressources hydrauliques se trouve dans les projets de grands travaux hydrauliques au Soudan du Sud et plus en amont encore vers les sources du fleuve.

### Le pétrole

De toutes les matières premières qui font l'objet d'échanges internationaux, le pétrole est sans conteste celle dont l'importance géostratégique est la plus considérable, ne serait-ce qu'en raison d'une production qui dépasse les 3 milliards de tonnes et du caractère pour longtemps irremplaçable de ce produit. Les problèmes géostratégiques liés au pétrole ne seraient pas aussi grands si les gisements d'où on l'extrait étaient répartis assez uniformément à la surface du globe et si leurs caractéristiques géologiques étaient comparables.

La guerre du Golfe, déclenchée par l'invasion et l'annexion du Koweït par l'Irak auxquelles répliqua une formidable intervention militaire américaine pour l'essentiel, apparut comme le couronnement de la géostratégie pétrolière. Les dirigeants occidentaux purent craindre en août 1990 que l'offensive sur Koweït de l'armée irakienne ne continuât ensuite sur les champs pétroliers de l'Arabie Saoudite, ce qui aurait permis à Saddam Hussein de contrôler la plus grande partie des exportations pétrolières du golfe Arabo-Persique et d'exercer un véritable boycott sur les pays occidentaux pour les obliger à cesser leur soutien à Israël. En s'emparant du Koweït et des placements de l'émirat dans le monde, Saddam Hussein aurait par ailleurs disposé des moyens financiers pour constituer une puissance militaire encore plus considérable.

Au printemps 1991, l'armée irakienne fut écrasée par les bombes américaines avec le soutien tacite de l'URSS mourante. « La géostratégie pétrolière n'est pas dissociable de changements géopolitiques de niveau mondial. »\*

La stratégie est donc aujourd'hui incontestablement dépendante des éléments économiques et humains de la planète. Elle pousse certains stratégestes à parler plus volontiers de stratégie intégrale.

- Dictionnaire de géopolitique. Lacoste

## B - DE LA STRATEGIE MILITAIRE A LA STRATEGIE INTEGRALE

Cette notion d'élargissement de la stratégie n'est pas une notion complètement récente. Cette idée tend toutefois à se généraliser aujourd'hui.

En 1937, déjà, l'amiral CASTEX \*propose le concept de stratégie générale pour désigner « l'art de conduire, en temps de guerre et en temps de paix, l'ensemble des forces et des moyens de lutte d'une nation » ; cette stratégie générale « coordonne et discipline les stratégies particulières, celles de divers secteurs de la lutte : politique, terrestre, maritime, aérien, économique, colonial, moral...

En 1943, Dervent Whittlesey, reprenant sans la connaître l'idée de Castex, parle de la stratégie politique à côté de la stratégie militaire. La stratégie militaire se voit donc accompagnée d'un certain nombre de stratégies « civiles » dont le but n'est autre que d'accompagner l'effort de guerre dans le but d'obtenir la victoire.

Cette pensée, qui inquiète déjà les puristes, n'en est pas moins directement liée à la stratégie militaire. On parle de « stratégie des arrières, de stratégie de fabrication, de matières premières stratégiques », termes certes discutables mais néanmoins liés à l'effort militaire.

A partir de la seconde guerre mondiale, « on va assister à une ultime évolution qui va faire sortir la stratégie de la sphère étatique et guerrière pour s'appliquer dorénavant à n'importe quelle activité sociale »\*\*.

A partir de là, la stratégie est un ensemble de moyens destinés à atteindre un but fixé qu'il soit ou non militaire. C'est le début de l'imbrication des concepts de la société civile avec ceux des militaires au point que les uns et les autres s'échangent leurs idées tout en oubliant presque les principes qui ont fondé leur spécificité.

Chacun s'accorde à reconnaître que l'élargissement du concept de stratégie était nécessaire, toutefois les stratèges se déchirent sur le fait de savoir si celui-ci n'a pas abouti en fait à une dissolution de la stratégie.

Charles- Philippe David \*\*\*propose ainsi de nouveaux axes de recherche que tous ne partagent pas :

- les analystes en stratégie doivent se méfier grandement des enseignements de la pensée classique qui ne peuvent expliquer la complexité de la réalité contemporaine ;
- les stratèges doivent cesser de donner la priorité aux Etats dans leur explication des dimensions militaires et non militaires de la sécurité ;
- les études stratégiques doivent tenir compte des « Low Politics » autant que des « High Politics » et analyser les aspects économiques, sociaux, culturels, écologiques ou idéologiques, qui contribuent à redéfinir les problèmes de sécurité.

\*Amiral Castex *Théories stratégiques*

\*\*Hervé Coutau-Bégarie *Traité de stratégie* 1999

\*\*\*Charles-Philippe David *Les Etudes stratégiques* 1989

Dans notre monde libéral du « tout économique », le recours à l'instrument militaire est de plus en plus perçu comme une solution dépassée à des problèmes de coexistence conflictuelle qu'on pourrait résoudre, croit-on, par des voies plus raisonnables.

L'intérêt pour la chose militaire (ravivé par moment en périodes d'interventions extérieures) est contrarié par les graves difficultés économiques, financières et sociales. Quand la sauvage compétition économique internationale, sacralisée par les accords de l'OMC ou encore par la communauté européenne, compromet les équilibres internes et menace d'aggraver la fracture sociale, comment ceux qui sont en charge des intérêts de l'Etat ne seraient-ils pas incités à prélever les ressources budgétaires nécessaires sur les moyens d'une défense militaire jugée moins prioritaire ?

Paradoxalement et par voie de conséquence, la fin de l'utopie marxiste-léniniste a été également accompagnée d'un retour au classique pragmatisme politique.

Depuis la fin des années 80, tout conduit donc à modifier, dans la politique et la stratégie intégrale des Etats avancés, les poids relatifs des stratégies économique, culturelle et militaire. La référence faite à la notion de Défense reste malgré tout fréquente et donc rassurante, car tout en rapprochant les concepts militaires de ceux de sécurité ou encore de guerre économique, elle reconnaît au militaire un rôle irremplaçable (ordonnance de 59 par exemple en France).

Plutôt que de Défense globale, le général POIRIER préfère, quant à lui, parler de stratégie intégrale quand il déplore par exemple le fait que le « Schwerpunkt clauswitzien » de la stratégie de l'Europe centrale s'est déplacé vers les stratégies générales, économiques et culturelles.

Les Etats développés s'identifient aujourd'hui de moins en moins à l'intégrité d'un espace sanctuarisé et à l'impérative priorité de protéger leurs populations d'une stratégie militaire extérieure. Par contre, ils craignent plus que tout les agressions économique ou culturelle qui s'exercent dans le cadre de la compétition internationale. Les âpres négociations de l'OMC, les délocalisations décidées unilatéralement par des groupes puissants sont considérés comme de réelles manifestations de stratégies intégrales privilégiant l'économique (au lieu du militaire) pour aboutir à des fins politiques.

Des signes concrets se multiplient qui révèlent l'occultation du militaire dans la conscience politique. Les forces armées deviennent un outil comme un autre pour aider à résoudre une situation conflictuelle. L'éducation des élites, le « politiquement correct », poussent aujourd'hui plus encore qu'hier (même à la plus belle époque des hippies) à rechercher des solutions de compromis pacifiques, même si chacun sait que les solutions ainsi trouvées ne sont pas toujours viables à moyen terme. La cruelle et combien plus sournoise compétition socio-économique a « le vent en poupe » et remplace dans bien des cas les situations conflictuelles d'autrefois.

Il reste à savoir s'il faut donner raison aux puristes qui refusent le galvaudage du terme de stratégie. Sauf à aimer la rhétorique, il y a fort à craindre qu'il s'agisse ici aussi d'un combat d'arrière garde.

## CONCLUSION

Même si les conditions actuelles ne remettent pas fondamentalement en cause la théorie stratégique construite au travers des siècles, il faut s'empresse d'ajouter qu'elles imposent une adaptation de tous les instants et un élargissement des concepts d'autrefois.

La dualité entre stratégie régulière et stratégie alternative est plus que jamais d'actualité au point que l'accessoire d'autrefois est devenu aujourd'hui le principal.

Nous sommes peut-être à la veille de modifications fondamentales en terme de stratégie. Certes la stratégie conventionnelle devra être maintenue et avec elle l'ensemble de la pensée traditionnelle et des concepts classiques. Un Etat fort doit en effet posséder l'ensemble de la panoplie pour garantir sa suprématie dans toutes les situations.

La stratégie alternative n'en est pas moins appelée à se développer. Après avoir adapté la stratégie, cette dernière deviendra peut-être à terme une stratégie à part entière lorsqu'elle pourra systématiquement aboutir à la guerre totale au point de permettre au plus faible, en apparence, d'emporter la décision.

Le renforcement par les grandes puissances, des forces spéciales, de moyens de renseignement affinés, d'unités de police ou de gendarmerie en opérations extérieures, de moyens de guerre psychologique, etc, montrent bien cette volonté de rechercher des solutions efficaces pour lutter contre un adversaire réactif qui a su s'adapter aux conflits dissymétriques.

C'est cette volonté permanente d'adaptation à un monde changeant, telle que décrite dans cet exposé, qui marquera les années à venir dans le domaine de la recherche stratégique. Celle-ci devra s'imprégner toujours davantage des sciences politiques, économiques et sociales pour mieux décrypter les menaces de demain et y chercher des réponses .

## PLAN

	PAGES
INTRODUCTION	1
<u>I L'EVOLUTION DES MENTALITES ET DES CONCEPTS TRADITIONNELS</u>	2
B- DE LA CRITIQUE DE LA VIOLENCE ARMEE A LA GUERRE « ZERO MORT »	2
B – LA REMISE EN CAUSE DE NOTRE MODELE STRATEGIQUE	6
C – LA MULTIPLICATION DE NOUVEAUX CONCEPTS DE CRISES	11
<u>II LES EFFETS DE LA REVOLUTION SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE</u>	17
A – CONSTAT GENERAL	17
B – LA NOUVELLE STRATEGIE DE L'ESPACE	18
C – LE DEVELOPPEMENT DES TECHNIQUES DE L'INFORMATION	20
D – DES SYSTEMES VOLANTS TOUJOURS PLUS ELABORES	22
<u>III VERS UNE STRATEGIE PLUS GENERALE</u>	24
A – L'IMPACT DES FACTEURS SOCIO-ECONOMIQUES	24
B – DE LA STRATEGIE MILITAIRE A LA STRATEGIE INTEGRALE	28
CONCLUSION	30

## BIBLIOGRAPHIE

- Mémoire du temps présent *Thierry de Montbrial* Flammarion
- La guerre est morte... mais on ne le sait pas encore *Claude Leborgne* Grasset 1990
- La crise des fondements *Général Poirier* Economica 1995
- Traité de stratégie *Hervé Coutau-Bégarie* Economica 1999
- Dictionnaire de géopolitique *Lacoste* Flammarion 1995
- Stratégie et puritanisme aux Etats-Unis *J.P Mayer* ADDIM 1995
- Tous azimuts *Régis Debray* Editions Odile Jacob 1989
- Dictionnaire de stratégie militaire *Gérard CHALIAND- Arnaud BLIN* PERRIN 1998
- « Démographie et stratégie » Revue Mélanges stratégiques n°56.
- Revue Stratégie et Défense
- Revue de la Défense Nationale
- Revue Armées d'aujourd'hui
- Premiers enseignements des opérations du Kosovo *Dossiers Médias* 1999